

Mémoire

Donné au Roi, par M<sup>r</sup> Neckar  
En 1778.



Je viens de perdre dans le Président de Gascq un ami bien cher  
Je le regretterai toute ma vie; on lui avoit remis avec beaucoup  
de Histoires, à peine deux fois vingt quatre heures seulement;  
un manuscrit précieux; c'étoit le mémoire que M. de Necker avoit  
présenté au Roy en 1778, lorsqu'il voulut faire admettre pour sa  
Majesté son projet de ré-administrations provinciales, le  
Président l'avoit eu par une voie très sûre; ainsi il ne pouvoit  
douter de la vérité du contenu de l'Exposition du Mémoire. il en avoit  
rapidement une copie et me la confia pour vous être transmise;  
il voulut que si l'on vouloit le publier, elle ne restât connue à  
son meilleur ami

Tant qu'il a vécu j'ai gardé religieusement son secret; mais je  
crois pouvoir aujourd'hui, sans ébranler sa confiance de  
l'éternité. Rédire, publier ce mémoire, les circonstances actuelles  
suaient même à en faire un devoir. on verra avec plaisir dans  
cet écrit le Développement des principes de M. de Necker sur  
la constitution de la Monarchie, les très grandes vues qui l'ont  
détourné à proposer au Roy d'y faire des Changemens, on  
ne pourra qu'être étonné de ses efforts pour rétablir insensiblement  
les droits de la Liberté naturelle, au même temps qu'il s'occupe  
de Délivrer l'Administration des Entraves, qui trop souvent en  
embarrassent les opérations sous le prétexte du  
Bien public.



Mémoire donné au Roi, par M<sup>r</sup> L. Necke  
En 1778. +

Vue Multitude d'applaudir son Plébe de tout le temps contre la forme d'administration employée dans les Provinces, elle se renouvellerait plus que jamais, et l'on ne pourroit continuer à s'y montrer insensible sans avoir, peut-être, de justes reproches à se faire.

à peine en effet peut-on donner l'nom d'administration à cette Volonté arbitraire d'un seul homme qui, tantôt pénétré, tantôt absent, tantôt instruit, tantôt incapable, doit régir les parties les plus importantes de l'ordre public, qui doit s'y trouver habile après ne s'être occupé toute sa vie que de requêtes, en cassations; qui souvent ne méritant par sa même la grandeur de la confiance qui lui est confiée, ne sauroit se suppléer comme un Collège, à son incapacité, et si, comme il est raisonnable, on ne lui donne à gouverner au débutant, qu'une étendue d'une médiocre étendue, il l'a vu comme un lieu de passage et n'en point excité à proposer de l'établissement dont le succès ne lui sera point attribué, et dont l'état ne seroit point lui appartenir. Enfin, présumant tout, et peut-être avec raison, qu'on avance mieux plus par l'effet de se intriguer ou d'effection qui par le travail seul l'écrit, ils sont impatients de venir à Paris, et surtout à leur Secrétaire ou à leurs subdélégués le faire et les remplacer dans leur devoir public.

Ces subdélégués n'ont jamais de rapport avec le ministre, même en l'absence de l'intendant, qui dans quelque circonstance soit, retient toujours à lui sa correspondance; ainsi ils ne peuvent

+ le ministre doit s'adresser uniquement au Roi -



acquiescer comme inutile d'écarter au profit du Gouvernement ni aucune  
gloire qui leur soit propre; et doit nécessairement se reporter  
indifféremment sur ces deux grands motifs. Sans lesquels aucun d'une  
grande vertu, un Subalterne chargé d'une administration  
publique, doit être soumis à toutes les peines particulières.

De tels hommes, on le peut facilement, doivent être soumis  
aux lois punitives et arrogantes envers les faibles. Ils doivent  
surtout s'empêcher sans cesse de l'autorité Royale, et cette  
autorité en de pareilles mains, doit souvent éloigner du Roy le  
peuple de son peuple.

Comme ces administrations qui seroient sensibles dans les langues  
les plus heureuses, deviennent plus aggravées, quand les peuples  
gémissent sous le poids d'impôts accumulés, et quand il en arrive  
si nécessaire d'adoucir par une attention paternelle la rigueur  
de leur sort, de là cette formulation générale, et sur la  
répartition des impôts et sur les corvées, et sur l'arbitraire  
absolu, et sur la déshonneur d'obtenir justice, et sur le défaut  
d'encouragement. De là part de l'indifférence générale pour le  
bien de l'Etat, qui gagne tous les jours.

Le Gouvernement, tenu de toutes ces plaintes, ne  
trouvera jamais qu'un moyen insuffisant, pour y remédier,  
tant que la forme actuelle d'administrer les provinces,  
ne prouvera aucune modification.

En effet, il est à remarquer, qu'il n'y a dans les pays



D'Action, aucun contradicteur légitime du Souverain dépositaire,  
et il n'en peut même entrer dans l'ordre d'un tel, sans déranger  
la subordination, et troubler la marche des affaires; ainsi, à  
moins qu'on ne soit averti, par des injustices, étonnantes, ou par  
quelque scandale public, on est obligé de voir, par le moyen de  
l'homme même qu'on auroit besoin de juger.

Votre Majesté, peut aisément se faire une idée de  
l'abus et presque du ridicule de cette prétendue administration,  
Il n'est au Ministre des plaintes d'un Particulier, ou d'une  
Paroisse ecclésiastique; que fait-on alors? esqu'à-t-on fait de tout  
le temps? ou quelquefois à l'égard de cette requête; Répondre  
sur le champ, ou contester les faits, ou les expliquer et toujours  
d'une manière à prouver, que tout ce qui a été fait par son  
Ordre, a été bien fait; alors on vient au plaigement qu'on a  
tardé de lui répondre jusqu'à ce qu'on ait pu en connaître  
exacte de son affaire, et on lui renvoie comme un jugement  
réflecti du Conseil la simple réponse de l'Intendant; quelque  
fois même, à l'acquiescement, ou réprimande de la Cour, ou  
de la Paroisse, de se faire plainte une à propos; esqui fait, s'il  
ne se présente pas encore d'une autre manière de leur  
hardiesse? car un Intendant est un subdélégué qui Voyant  
toujours que ces plaintes leur sont renvoyées, que leur décision  
soit caduquée et que cette défiance à leur égard en soit vaincue,  
doivent naturellement mépriser les plaintes auxquelles des corps  
entiers ne s'attachent pas. Voilà pourquoi ils sont si fort  
redoublés dans les Provinces de la part de ceux qui n'ont pas



De rapport avec la Cour ou les Capitales.

Quand de longs murmures descendant des plaintes  
Générales, le Parlement se renouvèle, et vient se jeter entre le  
Roy et son peuple; mais est-il les Souverains qu'il ne peut  
rassembler, ce remède est un inconvénient lui-même, puisqu'il  
habitué les sujets de V. M. à partager leur confiance, et à  
convoiter une autre protection, que L'amour et la Justice  
de leur Souverain.

C'est après avoir été frappé de la défaveur de  
cette Constitution d'administration, que j'ai dû dire fort haut, —  
pour la gloire de V. M., pour le bonheur de son peuple,  
et pour l'accomplissement du Devoir de mon place, qu'il  
faut développer à V. M. la nécessité de s'occuper  
essentiellement de cet important objet.

En même temps, je suis plusieurs personnes, la  
conviction de ne pas employer qu'un seul moyen, D'un et  
Sage; il faut Devenir la même y parvenir; mais est. y parvenir  
que de vouloir y atteindre par un mouvement principal, qui,  
presque toujours, augmente les obstacles et les résistances. D'ailleurs  
il n'est rien qui ne soit soumis à quelques inconvénients; il n'est  
rien, car L'expérience n'ajoute encore à l'Instruction et à la  
confiance; ainsi, ce n'est que dans une seule généralité que je  
proposerais à V. M. d'introduire un Changement qui  
consisterait essentiellement dans L'Etat d'une administration



provinciales ou Municipales.

Il en faut donc des parties d'administration, qui -  
Tenant uniquement à la police, à l'ordre public, à l'éducation  
des Volontaires de P. M. ne puissent jouir des mêmes privilèges et  
doivent continuellement rapporter sur au Intendant seul; mais il en  
est aussi, telles que la responsabilité des Secours, des Juges, des  
L'entretien des constructions des Bâtimens, les Voies de P. M.  
Encouragemens favorables au Commerce, au travail, au génie, &c.,  
et aux débouchés de la Province ou particulière, qui soumise  
à une main plus lente et plus constante peut être  
préférablement confiée à une Commission composée de propriétaires,  
ou résidents de la Province de parti à l'importante fonction  
d'éclairer le gouvernement sur les différents besoins qui  
seront pressés.

De cette manière, P. M. aurait des garants intelligents  
du bon usage de ses peuples et pour l'ordre public, elle serait sur quelques Tributs, nécessaires pour les  
pour l'éducation et plus encore, pour les faire financer.

On ne pourrait plus accumuler sur les peuples et le  
poids des impôts et les frais de justice qui altèrent leur  
impuissance, ainsi que les moyens rigoureux qu'on est obligé  
de mettre en usage.

On délivrerait peut être inhumainement les Habitans  
des Compagnies du Jong, pour lequel, ils vivent.

---



subdéléguez, Officiers d'Action, Douaniers, Receveurs, Contrôleurs  
des Vingtièmes, Commisaires et Collecteurs des Tailles, Officiers des  
Gabelles, Notaires, Procureurs, Huissiers, Juges de Paix, Juges  
aux crimes, aux sénéchaux, aux droits réservés, tous ces hommes de  
l'impôt, chaque impôt ou son percepteur, se rapportent à leur poste  
d'office, et en obéissent de leur science fiscale. Des contributions  
ignominieuses imposées à l'ignorance et aux étrangers, mais qui se  
payent ou se laissent payer sans cesse. Si ces hommes servent  
peuvent un jour être temporisés; si d'un pays où il y a eu  
fortin ou même simple exigence d'impositions, on ne peut  
l'élever à beaucoup de distance de l'habitant, qui à l'aide de  
l'administration provinciale, qui ne peut pas s'occuper  
des impôts qui se paient l'impôt.

Ce même temps qui souvient se partait à chaque  
Province, soit même, la France composée de 24 millions  
de peuples, sous des sols différents, et soumis à divers coutumes,  
ne peut pas être appelé au même genre d'impositions.

Si la rareté du numéraire pour obliger à conserver  
la forme monétaire; ailleurs une multitude de provinces  
avaient été soustraits au paiement de la gabelle  
ou supportable; là des bourgeois qui supportent la pesanteur  
des habitations pour la forme du sol, inévitablement; ici  
tous les revenus sont au fond de terre, et l'on peut voir  
la capitale avec les tailles ou les vingtièmes; ailleurs de  
grandes richesses mobilières et l'inégalité de leur distribution.



inutile à séparer cordons impôts; car l'impôt territorial peut  
être fixe et immuable; la, tout est réglable, et l'impôt  
à la révolution, que si l'impôt n'est pas un peu flexible  
il sera trop rigoureux; car les impôts sont éternels et  
sont préférables; ailleurs le mariage de l'étranger le  
rend difficile à recouvrer.

En fin, portant, en même temps que la Nation communique,  
l'habitude et le respect sont rendues, cependant, l'at-  
tention de l'Assemblée à toutes les diversités parvenues  
aux Général, qui obligent d'y suppléer par l'administration  
les plus compliquées, et comme la France morale et physique d'un  
Ministre. Des finances ne saurait suffire à cette tâche immense,  
et à ce point de vue d'attention, il arrive nécessairement que c'est  
du fond des bureaux que la France se gouverne; et lorsque les  
sont plus en même temps, plus on voit, plus on voit  
Vigilant, les embarras du Ministère et les services de l'Assemblée  
l'Assemblée administre, cependant surmontant à Paris tous les  
général de l'administration, il se trouve que c'est dans les lieux où l'on  
ne fait que les rapports lointains, où l'on ne voit que  
un seul homme, et où l'on à jamais l'absence d'approfondir  
qu'on est obligé de diriger et de diriger toutes les parties  
d'administration appartenant à 300 millions d'impôts, subdivisés  
en mille manières par les généraux, les agents, les agents. Quelle  
différence entre la fatigue insupportable d'une telle administration  
et l'absence et la confiance que donnerait l'absence d'une



Administration provinciale sergents (supplément) ne s'y voit. Il  
Qu'on réunisse les 3 qui ont dû être un seul (sergent),  
si, troupe sur une seule organisation & matériel, et d'un  
même chef qui représenterait les fonctions en rapportant tout à un  
subordonné qui prendrait ses ordres, tandis que les autres seraient  
occupés du seul quelque chose venant à leur une multitude  
d'affaires diverses de l'administration, des forces locales, des  
affaires d'un seul homme, et ne font plus que qui gouvernent  
à leur leur manière; mais ces idées sont les mêmes de leur  
influence, ne pouvant jamais se réunir au même, qui  
ne peut pas se détacher de l'ensemble d'un seul détail, qui ne  
peut pas se laisser une seule volonté libre sans vouloir à son  
prérogative, et diminuer sa constitution, comme si l'élévation  
de l'ordre et son variation pour les affaires les plus simples  
n'existent pas être le seul but de tous les administrateurs raisonnables.

Je traiterais d'un mémoire séparé plus particulièrement  
de la Généralité qui paraîtrait la plus propre à ce genre  
d'opinion, et d'un autre qui semblerait plus favorable.

On approuverait facilement qu'on peut en modifier  
les détails de différents manières et rendre les manières les  
mêmes qu'on se propose.

Il s'agit d'équilibre entre les trois ordres, soit qu'ils soient  
séparés ou qu'ils soient en même, un nombre d'administrateurs,  
qui sont en même temps sont suffisant pour avoir une



Conscience du Prince & la province; des Règles simples & faciles à suivre  
L'administration la plus saine, les assemblées générales aussi  
Prochaines que de l'Élection du Roi & de la Couronne pour le  
gouvernement, l'obligation de soumettre toutes les Délibérations à  
l'approbation du Conseil Privé par le Souverain de parti,  
L'engagement de payer la même somme d'impôts & de taxes  
aujourd'hui au Roi Royal, le simple pouvoir de faire des  
observations sur ces Devises & nouvelles, de Manière que la  
Volonté du Roy soit toujours éclairée & jamais aveuglée, la fin  
le monde doit grâtes à la sagesse & à la bonté de la  
Administration, subrogé à ceux de la République, à fin que la  
ressemblance de nos lois n'entraîne jamais de destructions  
semblables, Voilà en abrégé l'Idée des Conditions générales.

On peut qu'il est aisé de concevoir ces conditions. Diverses  
Opinions, et les raisons qu'on peut donner pour les révoquer et  
l'expérience, surtout lorsqu'on se trouve par aucune circonstance  
particulière, ou que de la part du Souverain, tout devient corruption  
et vice-faillance.

J'ajouterais encore comme une condition essentielle que  
telle perfection qu'on veut avoir donnée à cette institution  
nouvelle, il ne faudrait s'arrêter qu'à proposer un temps  
sans à la soumettre ensuite pour un nouveau temps, et ainsi  
de suite, aussi longtemps que V. M. le jugerait à propos, et  
surtout qu'après avoir pris tous les soins nécessaires pour former  
un bon Ouvrage, V. M. ait encore continuellement sous l'œil



les moyens de le supprimer au delà de l'union.

Après une semblable audace, quel inconvénient  
pourrait-on craindre ? L'empire des lois au sein des nations ne  
paraitra-t-il pas altéré ? D'une manière si évidente ?

Si déjà indigne une partie des avantages attachés à ce  
système d'ordre d'administration, il en est d'autres que  
j'oublie, c'est peut-être une multiplication des emplois de juges, de  
procureurs, d'advocats, de sergents, de facteurs d'appels, etc.,  
serait un plus grand que d'attacher d'avantage les propriétés  
dans les provinces, de leur y ménageant quelque occupation  
publique, dont ils se croient honorés. Les utiles parts à  
l'administration seraient les attributions de la loi, et porteraient  
non le bien de l'État une division de services et d'activités  
dont on éprouverait les plus grands effets ; on sentirait une  
plus grande union que d'aujourd'hui et laque indécision des lois  
une plus grande plus directe dans l'application de la loi. On  
remarque, est ce que l'on observe dans les pays d'État, que  
rien qu'on ne les qu'on ne les d'État, où on ne peut pas  
prouver d'un plus un Vice-Roy, qu'un lien entre le souverain  
et ses sujets, on est certain de porter le regard et se  
concerner pour les Lignes, qui deviennent ainsi dans  
L'opinion les protecteurs de l'État.







peuple la surveillance d'un bon Roi.

Cette Confusion continuelle entre l'Exercice journalier  
et l'Autorité et l'Autorité même, ou une source d'incertitude  
et de grand mal de tous les administrateurs subalternes, et  
d'interdire cette Confusion; car ils voudraient qu'on se fût à  
leurs commandemens les plus arbitraires, sans <sup>des</sup> aucun grand  
intérêt de la Royauté; mais à combien d'embarras et  
système contraire. Et il y a l'Administration? un Ministre  
surchargé de Détails auxquels il ne peut faire une longue  
attention, sans arrêter les machines de l'Etat, doit avec précision  
être continué rapidement pour les affaires qui lui sont faites,  
il ordonne, il permet, il approuve sans examen suffisant.  
L'Autorité engagée, ouant la sentence, et ou le fait d'autorité  
plus facilement qu'à ses premiers moments de l'Exercice  
ou après qu'on a un Conseil, ou autrement tout; mais  
la résistance, la réaction d'autorité se forment-elles? craint-on des  
difficultés sérieuses? ou trouve alors que les dispositions qu'on  
voudrait maintenir ne sont pas d'une importance proportionnée à  
la peine et au bruit qu'occasionnent de les exécuter.  
D'autorité, ou l'empressement, ou hésite, ou faiblesse, et le Ministre  
lui-même qui peut avoir passé le but en commençant, mais  
qui craint d'exposer sa propre stabilité, et les premiers  
à conseiller la soumission.

Je ne dis pas qu'il faille tout soutenir, puisque



se feroit paroitre d'acquiescement de l'ordre bien de l'administration ;  
mais pour éviter de compromettre si souvent l'autorité, il ne  
faudroit pas être jaloux d'élever pour l'espérance, on se quitte  
à la déployer entièrement et on marque de force d'être le  
consensus, ou il en est important de les maintenir.

Toutes ces Directions aux Parlements et les Comptes de  
Cider pour les Migrations, la Capitation, la Taille et les forains,  
les leçons (certaines), ou l'autorité, si elle n'est pas  
historique, tous ces divers embarras en fin cessent par l'effet  
d'une administration différente ; ce qui fait au Roy, qui fait  
à sa grandeur, qu'un Commissaire d'impôt, qu'un subdélégué,  
qu'un collecteur répartissent au Roy les divers contributions,  
de quelle soit la qualité ou la détermination ; quand les impôts  
sont au public, les meilleurs ministres de finances secondent  
des instructions les plus habiles et les mieux intentionnés ne  
sauront parvenir les leçons et les instructions ; comment  
donc peut-on mener la gloire du Roy ? et si l'on peut  
de le dire, comment peut-on faire de son Trésorier ordinaire  
qu'il soit par tout l'ordonnateur et garant de détails les plus  
durs et les plus rigoureux ? comment peut-on se plaindre et  
faire bruit de son ordre, pour mieux garantir d'un  
contribuable, et pour rendre ses services et son quilibre si ce  
si l'on veut en rendre ne pouvant pas être l'ordre sans aucune  
type d'administration, ne feroit-il pas trop heureux  
qu'elle se feroit sur le commandement de l'administration



de la province que leura ce P. M. toujours Chéri, ne  
fut étendu que pour la commodité et la plénitude ? —  
qu'intermédiaire entre les Etats et les peuples, son entente ne  
perut que marquer les limites entre la Rigueur et —  
La Justice !

C'est par seulement en l'examen de P. M. que se  
présente les considérations, les autres au maître Du  
Royaume ou L'Etat ou L'Administration des corps intermédiaires  
multiplient les obstacles : car c'est en l'examen d'une  
nation Vive et éclairée où L'Amour et la confiance —  
rendront toujours l'opinion de L'autorité plus facile.

Du prétendu peut être connu qu'en l'absence d'une  
Administration provinciale, sous quelque forme que ce soit  
ce soit d'ailleurs les Responsables de la finance et de la justice  
travaux à la faculté d'imposer, mais on doit se rappeler  
que l'on a l'habitude pour première condition, que le nouveau  
pays d'administration payent précisément la même  
d'impôts que P. M. en retire, et rien ne serait plus  
facile qu'en permettant aux propriétaires d'acquiescer  
à l'augmentation de la répartition et la perception, ce serait le  
moyen de payer plus facilement.

Quant aux augmentations fiscales, je Dirai d'abord —  
non point, mais avec vérité, que le premier obstacle



à ces augmentations tendra de l'Etat même de l'  
Contribuable.

Les sujets de V. M. arrivent par deux fois en leur  
honneur seront encore peut être cassables. De quelques efforts  
momentanés ne valent de la guerre, mais le Ministre qui  
pendant la paix gouverne V. M. de moyen d'augmenter  
ses revenus. Quelque chose que ce soit l'ordre et l'économie et  
une meilleure administration seroit à jamais indiquer de la  
confiance de V. M. et de l'estime du public, il n'aurait  
son Devoir s'il n'étoit par conséquent occupé de préparer  
au plus avantageux de V. M. les moyens de soulager le  
peuple. Et s'il lui faisoit que la plus mauvaise partie  
de ses sujets en la lecture présente. Mais pour être  
même un défenseur de la forme actuelle de l'administration,  
l'avantage qu'il voudroit tirer de l'intérêt du fisc n'est en  
opposition avec le bien-être du peuple, il suffira de  
rappeler qu'entre toutes les dépenses du Trésor Royal  
la plus saine sauvegarde est l'égalité proportionnelle de  
contributions, puisque c'est la plus intelligente, la plus  
d'adoucir le fardeau commun et de servir le Pouvoir de  
l'augmentation, mais dans la forme actuelle d'administration,  
cette égalité est presque impossible à établir et jusqu'à  
présent on a bien plus fait de tentatives à cet égard que  
de progrès, il y a dans la répartition des contributions de



rapports semblables et entre les Contribuables et entre les Paroisses  
et entre les Généralités; et les Connoissances nécessaires pour  
établir un juste équilibre ne sont pas moins nécessaires; les  
Oppositions des Paroisses; les remontrances qu'on oppose  
notamment de la part des Contribuables la nécessité en fin  
de se servir d'une multitude d'employés, contre lesquels  
L'Intérêt Général se réunit, et qu'on cherche sans cesse à  
tromper ou à séduire; ces sont là les difficultés qu'on ne  
trouve point des Ministres des finances. Il y a encore des  
sujets de contestation; et c'est ainsi qu'on ne la forme d'ailleurs  
d'administration une bonne justice et de la ne suffisent pas  
encore pour opérer le bien; c'est là qu'on voit les administrations  
provinciales il ne peut y avoir de l'égalité qu'en ce  
les principes ou les principes réfléchis de répartition; et  
c'est en conséquence à y veiller; mais les principes une fois  
établis ils représentent le Vœu Général, et l'exécution n'est  
point arrêtée. D'autant plus que L'Intérêt commun  
oblige d'y veiller en quels rapports entre les Paroisses de  
contribuables ne peuvent échapper. Enfin il reste encore  
à montrer que le pouvoir d'égaler d'imposer ne serait  
point affaibli par l'introduction d'une administration  
municipale, et à cet égard une seule observation suffirait,  
c'est que l'autorité de cette administration pourrait être



Il n'est pas à reporter les importations, en qu'on les forme & admettent toutes par les Rôles de l'Etat ne soient point altérées.

Cela ferait donc jamais que par un motif de convenance pour l'Autorité Royale, car renvoyant à la sanction des Parlements, on voudrait en faire demander l'assentiment à l'Assemblée provinciale sa contribution au p. & son exécution de l'Etat, et si une fois on venait à changer laquelle de ces deux manières de valider les importations conviendrait le mieux à l'Etat, une bonne fois on s'en débarrasserait, car le Gouvernement traiterait toujours les uns plus facilement que les autres, par conséquent les uns plus que les autres.

Il faut également de la part de ces deux corps l'opposition qui soit l'objet de la loi, mais outre ce motif commun de résistance, il en est de particuliers aux Parlements qui tiennent aux principes, au Dignité, à l'instruction et par suite à l'indépendance, il en est d'autres qui tiennent de deux manières de se signaler et de fixer leur regard sur la Nation.

Si l'on examine ce qui doit se passer pour le choix des Juges, on remarquera qu'un fait d'Etat est exposé de l'un ou de l'autre, il n'est pas juste qu'il soit possible l'intérêt de la Nation, car l'un ou l'autre des deux, si on ne veut pas qu'il soit



S'il leur en eût fallu de leur souveraineté particulière, ils n'auraient pas fait en révoquant les impositions, perdre tout ce que le royaume ne peut partager.

C'est ainsi que les Parlements combattent contre une suite d'opérations de Vingt-cinq qui, par des diminutions sur le champ de leurs revenus exigés sans plus d'indifférence sur la taille, qui ne joue qu'indirectement; c'est ainsi qu'ils ont plus d'ardeur contre les droits de fouage qui augmentent les frais de justice que contre telle autre imposition qui s'élève d'avantage de nous du Palais; c'est ainsi qu'ils s'opposent jusqu'à présent sans succès à la vente de la gabelle, et c'est ainsi en fin — qu'ils s'opposent d'avantage aux droits d'entrée de Villers qui augmentent les dépenses des Citadins, qu'aux droits d'entrée et de sortie du Royaume, dont l'excès incommensurable suffit pour ruiner le Commerce.

Tous ces motifs de particularité ne tiennent point au caractère des individus, mais au bien public. Sous les Parlements autant d'honnêtes Vertueux qu'il y en a jamais eu dans ce pays, mais qu'on ne saurait pas l'effet de ces grandes institutions, il ne faut pas s'attacher aux qualités de particuliers qui composent une nation, mais aux intérêts communs qui doivent les unir et



le faire agir.

Il s'agit de faire passer les lois par le  
Parlement qui est le seul pouvoir législatif, et de  
faire en sorte que le Parlement ne soit pas  
un simple conseil d'Etat.

Il s'agit de faire passer les lois par le  
Parlement qui est le seul pouvoir législatif, et de  
faire en sorte que le Parlement ne soit pas  
un simple conseil d'Etat.

Bien loin de vouloir entraver la justice







ne s'élèveroit dans la carrière volontaire d'une administration  
ce pays d'Alsace dans une autre administration quelconque.  
Les considérations sur son pays, les prévisions sur le e  
saber, seroient le résultat facile d'un arrangement si le  
seul transfèrement de V. M. seroit dans le cas de Diderot  
de ne s'y rien plus, et en en une réflexion d'une grande  
importance; on tireroit un parti d'une administration —  
provinciale; bien entendue, au moyen de force, par la force  
et perfectionner les constitutions actuelles des pays d'Alsace  
dans les Vies mêmes gouvernés au degré de respect lorsqu'on  
à pour objet de comparaison que l'administration y place  
de fait dans les pays d'Alsace.

On dira peut être en fin qu'il seroit à craindre que  
le peuple ne perdît au changement qu'on en propose par  
l'effet de la supériorité de la Volonté pourroit grandir  
dans une administration provinciale.

Il me paroit d'abord difficile que le Peuple  
peut être plus maltraité qu'il ne l'a eu jusqu'à dans les pays  
d'Alsace, on l'on n'a d'autre fait d'une sorte de commettre  
dépense publique que d'augmenter la taille, un point  
arbitraire, difficile à bien reporter et où le peuple se  
permet toujours sacrifié; d'ailleurs la très grande  
influence de la Volonté on facile à éviter par une sage



multitude, et un Equilibre raisonnable entre les différents  
ordres ; D'autant plus que le Corps qui se compose par  
des citoyens, par des gens de bien, par la suite des  
intérêts de la Nation, par une longue habitude que l'on a  
de son Etat l'attache à la constitution d'un pays. Et si  
quelque extrême que soient les inégalités, est peut-être —  
encore moins de l'autre côté que les inégalités des plaines  
et des montagnes, que d'un côté et d'autre solides dans les  
répartitions, et d'un côté qui inspire la Difficulté —  
d'obtenir Justice.

D'ailleurs, comme les Etats ne peuvent être  
une chose de répartition, ni aucune forme, et comme  
de perception sans l'application de V. M. il faut  
bien être de juger de l'équité des Ordonnances qu'on  
voudrait donner. Les lois fondamentales sont plutôt  
mesurées par quelques principes à des idées générales que  
le bon sens et l'esprit de justice peuvent aisément reconnaître  
mais c'est dans l'application de ces mêmes principes à  
l'exécution, c'est dans l'administration, et tout ce qui en  
indétermine que V. M. ne peut se reposer avec la  
tranquillité sur l'esprit ou sur la volonté d'un seul  
homme ainsi qu'on y a vu souvent dans les pays  
d'Autriche.



Ce genre d'administration ne seroit supportable qu'autant  
que les impôts seroient soumis à des règles absolument  
simples. mais lorsque une longue suite de fautes ou de  
malheurs a obligé d'éluder ou de dissimuler les impôts  
de toutes les manières et lorsque l'esprit national, après  
avoir tout parcouru, a su ménager encore un moyen dans  
l'opinion pour il est facile d'abuser; le dessein de réunir  
alors en une administration arbitraire qui effude  
l'imagination des contribuables en réunissant toutes les  
craintes de nouvelles exactions.

Quoy, même dans les pays des despotes, on ne  
peut par cette manière de soumettre les peuples, de  
impôts sous l'obéissance d'un seul souverain; et bien loin  
que cette méthode soit de l'esprit de la monarchie, ce seroit  
plutôt dans les gouvernements ou les ~~soverainetés~~ souverainetés  
entre plusieurs qu'on pourroit l'employer avec succès  
d'impôts. L'administration ne peut y échapper à la  
surveillance générale, et il peut même pour éviter les  
choses en longueur, que ce ne soient pas un seul, beaucoup  
qui soient, quand c'est un seul, beaucoup qui commandent;  
mais dans un pays monarchique c'est la seule volonté du  
Prince fait la loi, cette même surveillance disparaît et  
l'iniquité de souverain doit se former à être. Certain  
que ses intentions justes et bienfaisantes soient amplifiées.



et à prévenir qu'on n'abuse jamais de son Autorité.

Je ne puis encore présenter à votre même un Doute à résoudre.

La nature des institutions, leur étendue, leur diversité, la rigueur des formes, des usages, des privilèges et des prérogatives, tout cet ouvrage imposé et confié à l'Administration française, comme ceux qu'il faut appeler quelquefois tous les jours une main habile, présente aussi partout des obstacles ; que pour, dans chaque Province, les Vaincre ou les surmonter plus facilement en ce un homme seul, en ce un corps d'Administration, c'est un homme seul, sans doute, si on renferme en lui les qualités nécessaires ; rien n'est plus difficile que le pouvoir d'une seule main : le loi de délibération n'arrêtant point son marche, l'indépendance et d'opinion rend les succès plus rapides ; mais en même temps, ce sera autant qu'en notre, à la puissance active d'un seul homme qui réunit au génie, la fermeté, la sagesse et la Vertu ; je sais aussi que tels hommes sont rares dans le monde ; combien, lorsqu'ils existent il en faudroit qu'on les rencontre, et combien après les avoir rencontrés, il en rare qu'ils se trouvent dans le petit Circuit, où l'on



en oblige de prendre des titulaires et Provinces. Mais  
l'expérience et la théorie indiquent également qu'on ne peut point  
étendre l'homme supérieurement, mais avec le grand nombre de  
ceux qu'on foule en qu'on à soulever, qu'il en faut et  
comparer une administration provinciale; et alors toute la  
préférence demeurera à celle dernière. Car d'un côté une  
Commission provinciale, composée de Principaux  
propriétaires d'une Province, la Nation des souverains,  
la sanction des idées, donne à la médiocrité même une  
consistance. Le secours de l'intérêt général vient augmenter  
la force des lumières; la multitude des délibérations fait  
force à l'honnêteté; et si le bien arrive avec l'attente, il arrive  
du moins une fois obtenu il en a l'abry du sursis  
et se maintient; au lieu qu'une justice les plus amplies  
de l'État et de souveraineté ou bientôt suivies par un autre  
qui dérange ou abandonne les projets de souveraineté.  
dans l'hydre d'Épicharme à d'ore en ou les avait aller de  
Lunoges en Rouillon, du Rouillon en Guivault, et du  
Guivault en Lorraine, et à chaque Variation, il se  
perd une le fruit de toutes les connaissances doubles  
qu'ils peuvent avoir acquises, ou plutôt avoir ces  
changements continuels, que l'administration de



Provincer en une Ecole établie pour les Maîtres de  
Requêtes, esquivés destinés à Gouverner un hemisphère,  
ils vivaient en France se paver sur différents sols  
et sur divers caractères, tandis que le place grand  
d'arranger ce Clergé provincial de voit être toujours  
le fait et l'homme le moyen.

Si, de l'aujourd'hui, on jette un coup d'œil sur  
les Ministres des finances, on trouve que pour être  
Groupes en talents, il suffit qu'ils le soient et  
prétentions pour que l'ouvrage de l'un soit détruit  
par l'autre, on veut faire et l'on supprime, on  
veut faire et l'on rétablit, on veut faire encore et  
l'on change; c'est aux Rois à se jeter à  
toutes ces vultations et à devenir l'humble forat  
de cette suspension d'arriver propre.

Cependant une vérité importante, vaut ces  
arrières observations.

C'est qu'un grand bien ne fera jamais l'effet  
d'un nouveau système d'impôts, quelque sage  
qu'il soit, s'il n'est soutenu d'un bon système d'administration.



requi suffisent pour entreprendre pour l'éducation et pour  
maintenir.

Je crois donc que le Vêtable Vœu fait d'un  
souverain sur son peuple, serait d'avoir ces  
voies d'améliorations indépendantes de l'État, de  
hommes sur qui il donnera sa confiance; et il  
serait l'heureux effet de ces administrations provinciales  
bien constituées.

Au reste quand on prétendrait que ces administrations  
ne serviraient pas aujourd'hui. La manière la plus  
convenable de simplifier le système des d'attribution  
au meilleur système d'impôts, il serait encore  
sage de la choisir comme étant celle à laquelle le  
Egypte pour les plus préparées. tout autre qui  
pour le point de vue personnel abstrait paraîtrait  
préférable, trouverait à titre des Vœux de  
obstacles. D'ailleurs on ne traiterait bientôt de  
d'encouragement, et l'administration moderne s'en  
suivrait l'habileté lorsqu'elle sera l'État tout à  
coup le plus grand bien qu'elle soit que lorsqu'elle  
se rapproche du degré, mais plus souvent suffisant



L'avis que l'opinion générale a le plus  
jeu d'une nouvelle objection : la guerre  
est-elle un temps favorable pour un changement  
important de quelque nature qu'il soit ?

Je sais bien qu'il en est malheureusement  
plusieurs en administration aux gabelles le temps  
de guerre n'est point favorable et si n'est  
l'apparence sans regret en quelque fois sans  
une douleur personnelle.

C'est ainsi qu'on est obligé par la  
sagesse de renvoyer à une autre époque les  
modifications dont la Gabelle, les aides et les  
traites seroient susceptibles. Deux importantes  
considérations doivent engager à ce parti : l'une,  
est qu'en temps de guerre on ne peut risquer, ni  
une réduction de Revenus, ni une suspension, même  
d'un jour perception ; l'autre est qu'en temps  
de paix on connoît au Gouvernement des Revenus  
Extraordinaires le Changement le plus conforme  
à l'ordre et au bien de l'Etat, et on



V. M. bien loin de gagner seroit de se sacrifier,  
seroit toujours en danger, comme une opération fiscale  
qui chargeroit sur ce point de l'État ou seroit  
d'obstacles, en même temps que les intentions  
bienfaisantes de V. M. seroient reconnues; mais  
dans la proportion qu'on met sous le yeux  
de V. M. il n'y a aucun danger à courir, puisqu'on  
exigeroit de la Généralité de ce qu'elle seroit en droit, la  
même somme d'impositions qu'elle paye actuellement.  
cette condition prévieroit aussi nécessairement tout  
soupçon injuste de l'empêcher de contribuer, et la  
Bonté paternelle de V. M. paroîtroit dans tout son jour.

Enfin ce regard sur l'administration intérieure  
en milieu de la guerre manifesterait au Public  
favorable au crédit, et je n'adopte point aussi qu'un  
moyen d'honorer les Provinces aux nouveaux  
efforts que la guerre rendra indispensables, ce seroit  
de leur offrir l'espérance d'une Administration  
plus soumise à leurs vœux. Et à l'avenir, une



peut se le Disputer en deçà presque nécessaire  
il se trouve tout à la fois que les impôts sont à  
deux doubles, ce que les esprits sont tenus plus  
que jamais vers les objets d'administration, au point  
que tandis que cette multiplicité d'impôts rend  
l'administration infiniment difficile, le public par  
les courues des esprits à les yeux ouverts sur tous  
les inconvénients et tous les abus, il en résulte une  
critique inquiète et confuse qui donne un aliment  
continuel au désir qu'on les Parlements de se  
mêler de l'administration. Résultant de leur  
part se manifeste de plus en plus, et ils procèdent  
comme tous les esprits qui veulent acquiescer du  
pouvoir au parti ou au monde du peuple, et se  
disent les défenseurs de droits sacrés, et  
l'on ne doit pas douter que bien qu'ils ne soient  
faits ni par l'instruction ni par l'amour pure  
du bien d'Etat; ils se montreront doux toutes  
les occasions si l'opportunité, qu'ils se croient appuyés



de l'opposition publique, il faut donc ou leur  
ôter cet appui ou le leur priver d'un autre —  
répéter qui troubleront la tranquillité du Royaume.  
P. M., en conduisant successivement ou à une dégradation  
de l'autorité ou à des parties opposées de la ou ne  
peut pas en faire mieux les conséquences.

Il arrivera de nouveau ce qu'on a déjà vu,  
c'est que tantôt considérant les Parlements comme un  
corps de magistrature ou sera porté à leur donner  
de la force et de l'état; et que tantôt les considérant  
comme un corps politique, on détruira les autres.

Or l'unique moyen de prévenir ces secousses  
et d'attacher effectivement les Parlements au  
système général et tranquille de la Magistrature —  
c'est de soumettre à leur regard continuels les principaux  
objets d'administration, surtout d'en qu'on peut  
parvenir par une institution qui remplisse le  
vœu national conviendrait également au Gouvernement  
et comme la simple perspective des vœux généraux  
de P. M. n'est point suffisante pour faire impression



et Calmer pour matenir les Esprits, je Crois  
L'Hay d'une administration municipale. Je  
recevrais pour ce rapport seul que j'étais chargé  
dire que tout - il mal tourner, je le ferois  
encore; d'autant plus que pour la forme d'expérience  
on ne peut manquer de recevoir presque toute les  
suffrages. Les personnes qui Desirant ardemment  
cette nouvelle forme d'administration, y appla-  
issent à un premier pas qui leur conduise  
une amélioration générale.

Ces au contraire qui craignent toute l'hye  
de changement se rappellent jusqu'au plus  
grande abus quand ils sont Anciens, approuvent  
encore l'esprit de sagesse de N. M. qui l'auroit  
envoyé à ne faire qu'un Hay; et à recevoir une  
determination plus générale à un tout; plus  
loigné après les Leçons de l'expérience, en fin  
les sujets de N. M. la méritent d'avoir pour au-  
moins une sérieuse considération un objet si intéressant.



pour le Souverain des Douples et pour les  
provinces du Royaume.

Après avoir examiné sur le seul rapport  
de l'Intérêt public, une si importante  
question traitée dans le Mémoire, je finirai par  
une réflexion qui tient plus particulièrement à  
l'exposition de V. M. à laquelle j'ai été  
entraîné par un sentiment digne au moins de  
son indulgence.

J'ai vu divers Jours de Gloire partagés entre  
les Souverains ; la Guerre, la Politique, les Arts,  
et la magnificence ont tour à tour signalés —  
leur Règne et consacré leur mémoire, aujourd'hui  
le soin du Souverain des Douples et l'Utilité des  
lois qui peuvent l'assurer, semblent offrir  
la seule ambition nouvelle et la plus noble de toutes,  
un siècle plus calme et plus instruit paroit dédaigner  
ces fausses grandeurs ou les dédaigner  
pour venir se joindre aux Louanges.

B



historiques et aux flatteries de Courtilleau C.

En même temps la nation à les yeux  
Ouverts sur V. M., elle croit voir un exilé  
entre les braves et le caractère de son souverain  
entre l'orgueil de V. M. et le courage nécessaire pour  
accomplir des projets salutaires et L'homme  
qu'un jour V. M. fait apparaître avec  
sensibilité quella gloire qui paroit lui être  
plus particulièrement réservée sera l'œuvre  
conforme à son bonheur ainsi quella plus  
précieuse à L'humanité.

---

Lettre de M<sup>re</sup> Necke au Roi.  
Du 1<sup>er</sup> Août 1781.

Sire

J'ai l'honneur que V. M. me pardonnera  
La Demarche que je fais aujourd'hui, et que



le Zèle sincère que j'ai montré pour les affaires  
publiques et privées, mes services & l'opinion.

Je vous aime, Père, j'ai eu cet endroit  
de la Digne suppléant, et est avec vous la bouche  
d'un homme qui n'a jamais connu la flatterie, et  
qui fait pour plaire à V. M. quelques protestations  
cortilées et fausses de ce droit Cortisane qui -  
L'entraînent Je ne conçois qu'un bonheur, je  
l'ai goûté, j'en ai trop peu pour en pour un  
digne j'ai perdu l'espérance d'en voir à L'induit  
où il alloit commencer d'être le salaire de son travail,  
né dans un état honnête qui fait toujours la fortune  
de ceux qui savent vivre quelque philosophie à  
L'intelligence de la Colombe, je me suis vu de bonheur  
en possession de Dieu, plaignez l'azalée de l'assise à  
ma Vanité.

Il n'a été que de mon Orgueil; ce  
est l'Orgueil noble qui semble appeler aux grandes  
Choses les grandes ames que la nature a fortifiée  
ammon de l'amour du bien, je ne serais de voir  
de ce sentiment, je Cherchais à le satisfaire; les

B



Intérêts de Nations, les Différends, les Guerres, la  
Commerce, la Législation, les Finances, toutes ces  
Branches d'Economie relatives à ces objets importants,  
forment les fondemens sur lesquels je cherchois à  
établir la Gloire que j'ai voulu attacher à mon nom  
ma réputation acquise dans les Honneurs  
d'un pays quelque étendu qu'il fût étoit bien peu  
pour moi, il m'en falloit un qui méritât  
l'attention du monde, il falloit m'en rendre  
Digne, et le véritable moyen étoit sans doute  
de Devenir le Restaurateur de la Liberté d'un  
Peuple aussi illustre que la France: ce fut  
donc à rapprocher de ce projet le résultat de  
mes Etudes que je trouvai le fruit de mon  
Travail, les circonstances secondèrent mes vœux et  
je me vis appelé au Ministère avant le temps  
ou j'avois eu possible d'y parvenir. Je ne  
fus point effrayé de ce que la situation de

S



Officiers demandoit de l'argent et de soins, mais je le  
fais avec ce qu'il demandoit d'opérations nouvelles  
pour arrêter la peste, car je ne me le suis point  
défié, sire, et quand il aura plus de confiance  
votre confiance, je sentis qu'avant de faire le bien  
il falloit arrêter le progrès du mal et s'opposer à  
la décadence de l'Etat avant de songer de  
sa splendeur? Tout ceci

L'expérience peut avoir de l'importance dans une Cour  
Brillante, j'ai désiré qu'on l'employe, et V. M.  
a donné à ses sujets les premiers exemples de sacrifice  
sans peur. mon Oeil. Exposé depuis longtemps sur  
les suites, les avantages et les inconvénients de ces  
opérations de finance vit dans la multiplicité de ces  
affaires chargées de faire circuler l'or de l'Etat,  
des abus inévitables et destructeurs de l'ordre  
donc la finance auroit besoin. Vous m'avez approuvé  
sire, puisque vous avez vu mes intentions au moins  
C'est adieu mon très bonne nuit bonne nuit.



profonde qui mûra mon Esprit, me fera  
être pour faire tout avantage, pour travailler  
à la tranquillité des Citoyens, à la sûreté de leur  
fortune, à l'illustration d'un pays dont je me  
regardois comme membre, ce n'est plus vivre pour  
le bonheur.

J'ai demandé une grâce à V. M. que  
j'ai pu faire en France! la haine et la persécution  
m'attendaient, la Vengeance va s'armer, elle va  
élever une voix audacieuse et l'activité de farage  
saura bien trouver comment surprendre mes  
meilleures actions.

Ordonnez que ma gestion soit vérifiée et que  
l'état de mes Biens soit examiné exactement, il  
me soit permis de quitter un Royaume que j'ai  
trop aimé pour ne pas l'aimer toujours.

Libre, pauvre, obscur à Genève, je  
vivrai peut-être paisiblement en Suisse avec votre cour.

B



et vos vertus, et en faisant des vœux pour que  
d'autres Ministres plus habiles en feroient plus  
heureux service à la France et à son Roi tout le  
bien dont ils sont dignes.

Je suis &c.